PRÉVENTION DES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE EN PALESTINE : ATELIERS DE SENSIBILISATION ET DE PROTECTION DES ENFANTS ET DES JEUNES

Un programme soutenu par la Fondation SURGIR et mis en place par SAWA



FONDATION SURGIR
AVENUE LOUIS-RUCHONNET 3
1003 LAUSANNE
+41 21 311 27 31
ADMIN@SURGIR.CH

www.surgir.ch

Résumé du projet

Durée du projet **3 ans (2021-2023)**

Période de financement : **2ème année, septembre 2021-septembre 2022**

Coût total du projet pour la deuxième année : **CHF 65'794**

Montant du financement recherché : **CHF 10'545**

Région d'implémentation du projet : **Cisjordanie et Gaza pour la ligne téléphonique et 3 villages de Cisjordanie pour les ateliers de sensibilisation**

Objectif final

L'objectif final du projet est de prévenir et protéger les enfants et les jeunes des violences dont ils sont victimes au sein des écoles et des foyers.

Objectifs spécifiques

1. Le changement de comportement grâce à a sensibilisation des enfants de 10 à 18 ans, des professeurs et des parents sur les différentes formes de violences et leurs conséquences.
2. La diffusion des informations pour un meilleur accès des victimes aux services de protection existants
3. Le plaidoyer pour la mise en place de mesures de prévention des violences dans les écoles de Cisjordanie

Activités

- Ateliers de sensibilisation pour 1200 élèves, 80 parents et 60 enseignants
- Ligne téléphonique d'accueil aux victimes de violences 24/24h
- Podcasts de sensibilisation sur les VBG
- 15 volontaires formés

Contexte d'intervention

Forte inégalité entre les femmes et les hommes et un niveau élevé des violences basées sur genre

Aujourd'hui, la Palestine compte une portion de territoire près de la Méditerranée, la bande de Gaza (360 km²), et une autre partie, la Cisjordanie (5800 km²), ainsi que des villages dispersés en Israël. La superficie de la Palestine actuelle est de 6160 km² tandis que le territoire d' Israël est de 20 770 km². La population de la Palestine est estimée à 4' 976' 684 habitants en 2019 dont 2,98 million en Cisjordanie et 1,98 million dans la bande de Gaza. Les enfants (0-14 ans) représentent 38,9% de la population totale (Palestinian Central Bureau of Statistics) .

Le conflit entre Israël et la Palestine a des effets dévastateurs sur l'économie palestinienne et sur la situation de protection des populations particulièrement des enfants et des femmes, avec notamment pour effet une augmentation du travail des enfants, s'élevant selon l'Unicef à 9% pour les enfants de 5 à 14 ans en 2018. Par ailleurs, le mariage précoce est également assez répandu puisque pour 20% des mariages enregistrés en 2019, la jeune femme avait moins de 18 ans. Un nombre important d'enfants subissent des violences à l'école et dans leur foyer. Selon l'Unicef, 89% des enfants sont victimes de violences psychologiques et 74% de violences physiques dans leur famille. A l'école, la violence psychologique (insultes, harcèlement) ainsi que les violences physiques (châtiments corporels) et les violences sexuelles (harcèlement, attouchements et viols) sont également très fréquentes de la part des équipes éducatives ou entre les enfants et adolescents.
La société Palestinienne est une société patriarcale marquée par la concentration du pouvoir des hommes dans la sphère publique et privée. Ainsi, bien qu'elle ait augmentée au cours des dernières années, la participation des femmes à la population active reste très faible par rapport à celle des hommes. En 2019, le taux de participation était de 21% pour les femmes en âge de travailler tandis que celui des hommes était de 72% avec un écart de salaire moyen entre les femmes et les hommes de 40%.

Les conflits avec Israël ont également eu comme impact un isolement important des femmes et un confinement dans les foyers du fait des restrictions de mouvements. La participation des femmes à la vie publique et politique reste très faible, en 2017, les femmes représentaient 18% des juges, 27% des avocats et 20% des procureurs. Au niveau politique, les femmes représentaient 11,3% des sièges du parlement national et 21,2% au niveau des gouvernements locaux.
Le conflit du printemps dernier la pandémie de Covid ont eu des effets dévastateurs sur la santé mentale de la population et particulièrement des enfants. Privés d'école pendant plusieurs mois, les enfants et adolescent.e.s ont eu moins accès aux services de protection. Le conflit a généré de nombreux stress post-traumatiques et a eu pour conséquence une augmentation des violences au sien des foyers.

Une première année impactée par la crise sanitaire et le conflit du printemps 2021

En mars 2020, à la suite de l'augmentation mondiale des cas de covid-19, le premier Ministre Palestinien déclare l'état d'urgence dans tous les territoires palestiniens.
Les restrictions qui ont suivies ont impliqué des mesures sanitaires strictes, avec une restriction de circulation pour les personnes entre les régions, un confinement de la population et la fermeture des écoles en Palestine, qui ont dû cesser leur activité de manière intermittente voir même permanente. Depuis février 2021, la situation sanitaire est alarmante. Selon un rapport publié par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), la Cisjordanie fait face à une hausse de 89% des cas Covid. En termes de prise en charge hospitalière, les hôpitaux au Nord et au Sud de la Cisjordanie sont sous pression avec une occupation au-delà de leur capacité (105%).
Cette hausse des infections a impliqué de nouvelles mesures strictes depuis le 28 février, et ce, jusqu'à la fin du mois de mars 2021 avec : la fermeture de toutes les institutions, écoles (sauf le niveau 12) et universités avec un passage à l'enseignement à distance. Les circulations de personnes sont restreintes, avec une interdiction de mouvement entre 19h et 6h du matin.

Le HCT (Humanitarian Coordination Team) a estimé dans son rapport de 2020 que les besoins en termes de suivi psychosocial pour la population vivant dans les zones occupées de Palestine sont en augmentation. La pandémie de Coronavirus créé des facteurs supplémentaires de stress pour les habitants, et aggrave les problèmes préexistants comme les violences basées sur le genre et les questions relatives à la protection des enfants.
En avril 2021, un conflit éclate entre Israël et la Palestine. Des affrontements ont lieu à Jerusalem-Est, dans plusieurs villes dites mixtes d'Israël, et des bombardements intenses sur Gaza.

Dans ce contexte, le travail dans les écoles a été rendu particulièrement difficile. Depuis mars 2020, la fréquentation des enfants à l'école a été intermittente. Dans le meilleur des cas, lorsque les écoles sont ouvertes les enfants s'y rendent trois jours par semaine (2 jours sont à la maison). Outre la difficulté du suivi scolaire et l'accroissement des inégalités liées à l'accès au numérique dans les foyers. Il a été, après 6 mois de projet, impossible d'organiser des ateliers en présentiel pour les enfants. L'organisation d'atelier en ligne ne semble pas être une solution pertinente dans un contexte où peu d'enfants ont accès à des outils informatiques.

En revanche, le travail a pu être initié avec les enseignants et les parents à travers des ateliers en ligne pour les enseignants et des sessions de sensibilisation pour les parents lors d'ateliers en présentiel ou à travers la clinique mobile d'un autre programme de SAWA.

Afin de répondre aux besoins urgents liés au contexte de pandémie et de conflit armé, nous avons choisi de réorienter les activités.
Dans cette situation, il semble pertinent de donner la priorité à la protection des enfants grâce au suivi psycho-social via leur service téléphonique d'urgence disponible 24/24h et 7/7j. La ligne téléphonique déjà active 24h24 et 7j/7 permet l'orientation des victimes de violences vers les services de protection et offre un soutien psychosocial par téléphone aux enfants et aux adultes grâce à la mobilisation des volontaires formés en début de programme. Cette ligne d'assistance est également disponible par chat et par SMS afin de permettre aux personnes qui ne sont pas en mesure de parler librement de joindre la ligne.
Un campagne de sensibilisation aux violences basées sur le genre et aux impacts psychosociaux de la crise est également mise en place par le biais de la radio. Cette campagne permet de communiquer le numéro d'urgence afin d'apporter un soutien psychosocial direct et une orientation des cas de violences ou de détresse psychologique grave vers les services adéquats.
Cette stratégie permet de répondre à un besoin urgent de protection souligné par le HCT et OCHA.
L'utilité de la ligne téléphonique a été décuplée au printemps lors des évènements violents. En quelques jours, la ligne est totalement saturée, elle reçoit le triple des appels habituels. Les appels sont liés à trois demandes majoritaires: du soutien psychosocial d'urgence (gestion du stress et crises d'angoisse), violences basées sur le genre et protection de l'enfance. Dans ce contexte, il a fallu renforcer la capacité de réponse de la ligne téléphonique afin de pouvoir venir en aide au plus grand nombre.

Activités pour la deuxième année

• Ateliers dans 3 écoles de Cisjordanie à l'attention de 1200 élèves
• Ateliers dans 3 écoles de Cisjordanie à l'attention des 60 professeurs et conseillers scolaires
• Ateliers dans 3 écoles de Cisjordanie à l'attention de 60 parents d'élèves
• Renforcement de la ligne téléphonique d'urgence de SAWA et un rapport réalisé sur les leçons apprises durant la période du Covid-19 en termes de protection des victimes

Les élèves qui auront suivi les ateliers seront en mesure d'identifier les différentes formes de violence et de savoir où s'adresser en cas de besoin. Quant aux professeurs et aux parents, ils seront également sensibilisés sur les différentes manifestations de la violence, et auront les connaissances nécessaires pour orienter les victimes vers la ligne téléphonique de SAWA et les institutions compétentes. Ils seront également sensibilisés aux différentes formes de violences et aux conséquences pour les enfants.

Par ailleurs, les prestations existantes de la Helpline seront renforcées, avec une amélioration du système de référencement pour les victimes ainsi qu'une augmentation du personnel pour le suivi psychosocial.

En outre, un rapport sera réalisé utilisant les données de l'activité de la Hotline de la première année. Il sera intéressant de tirer un bilan de situation concernant la protection des victimes de violence durant la pandémie, ainsi que des prestations offertes durant cette période, en vue de pouvoir l'utiliser à des fins de plaidoyer

SAWA

SAWA est une organisation active en Palestine depuis 1968 en faveur de la protection des droits des femmes et des enfants . SAWA gère une ligne d'assistance téléphonique depuis 2004. SAWA et SURGIR collaborent depuis 2003 sur divers programmes de protection contre les violences faites aux femmes et aux enfants ainsi que sur des programmes d'urgence.
SAWA est active dans l'éducation et a l'autorisation d'intervenir en milieu scolaire. Elle gère également un centre d'accueil pour les victimes de violences.

Pour plus d'informations sur les activités de la ligne d'écoute téléphonique, visionnez le reportage vidéo de REUTERS réalisé en juin 2021 "**The trauma helpline taking calls from Gaza during conflict and beyond**" : https://www.reuters.com/world/middle-east/trauma-helpline-taking-calls-gaza-during-conflict-beyond-2021-06-14/

Fondation SURGIR

Surgir a été créée en 2001 pour venir en aide aux survivantes de crimes commis au nom de l'honneur. Depuis sa création, SURGIR lutte contre les mariages précoces, les crimes commis au nom de l'honneur et toutes formes de violences faites aux femmes et aux filles.
Surgir soutient également des programmes à l'étranger dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants. Surgir collabore avec SAWA depuis 2002 et conjointement, nous avons mis en place plusieurs programmes de prévention des violences en Palestine.

Nous militons pour le respect des droits humains quel que soit le genre, l'âge, l'origine ou l'orientation sexuelle des personnes.
Au sud comme au nord, nous défendons des valeurs de solidarité, de justice sociale, de diversité, d'égalité et d'engagement.

Pour plus d'information, visitez notre site internet : www.surgir.ch
contact: Hélène Delomez, Directrice
admin@surgir.ch
+41 21 311 27 31